

## **Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité**

Semaine du 2 au 8 mars 2020

---

édito :

**climat : on peut agir localement**

articles :

**FACE À LA DIVISION ET AU CHACUN POUR SOI**

**le MJCF organise la solidarité**

**MACRON**

**de l'inconsistance de la pensée stratégique**

**archipel**

## **Climat : On peut agir localement !**

La préoccupation climatique est de plus en plus partagée. Et avec elle, l'idée d'un changement de système. Cela implique une sortie du capitalisme, car c'est lui qui est responsable des pollutions : la course aux profits passe avant les préoccupations environnementales et c'est de cela dont il faut sortir !

**Mais** ce qui unit tous les manifestants des marches climat, c'est l'exigence de réponses concrètes et d'actes politiques immédiats. Nous avons des propositions pour y répondre. A l'occasion des élections européennes, nous avons porté la proposition d'une sortie du tout routier, principal émetteur, en France, de gaz à effet de serre (GES) par un développement du (fret) ferroviaire, beaucoup plus écologique que les camions. Au niveau national, nos députés ont contesté la baisse des crédits pour la rénovation thermique des logements, puisque nous portons l'ambition de la développer.

**Enfin**, nous avons organisé une journée de travail pour produire une série de propositions applicables à l'échelon municipal pour un mode de développement humain durable, et notamment pour protéger le climat. Ce document est disponible sur demande à [environnement@pcf.fr](mailto:environnement@pcf.fr). A titre d'exemple, une proposition forte, en cohérence avec nos propositions de sortie du tout routier, de développement du ferroviaire, c'est l'organisation du passage à la gratuité des transports en commun. Cela favorise la baisse des émissions de GES par baisse du trafic voiture, lutte contre la pollution de l'air, et in fine, des gains de pouvoir d'achat pour les usagers.

**A** l'occasion des élections municipales, de nombreuses listes déclinent cet objectif soit par des gratuités partielles (le week-end, pour les jeunes) et se préparent à un développement fort du réseau de transports en commun.

**A** l'occasion des prochaines marches climat du 14 mars, faisons percevoir qu'il est possible d'agir localement. C'est un moteur pour la mobilisation. Soyons nombreux et visibles à ces marches climat ! Préparons-les activement ! ≥

## FACE A LA DIVISION ET AU CHACUN POUR SOI

# le MJCF organise la solidarité

### **Parcoursup et les réformes du bac instaurent un système de concurrence généralisé.**

La phase d'inscription des vœux de la troisième édition de Parcoursup a débuté il y a maintenant près d'un mois. Cette édition s'annonce aussi catastrophique que les précédentes. Le nombre de candidats sera probablement légèrement plus élevé que celui de l'année dernière à cause des nouvelles formations intégrées sur la plateforme et d'un nombre d'étudiants en réorientation toujours plus élevé d'une année à l'autre. Le nombre de candidats augmente mais le nombre de places à l'université reste sensiblement le même. Ce qui ne pourra qu'amplifier la sélection dans l'enseignement supérieur.

Autre nouveauté cette année : chaque candidat doit faire un curriculum vitae (CV) ainsi qu'une lettre de motivation pour l'ensemble des vœux qu'ils formuleront. Cette nouveauté va accroître encore plus les inégalités sociales entre les élèves. Avec d'une part ceux ayant des parents avec le bagage social et culturel leur permettant de les accompagner dans la rédaction de ces lettres de motivation et ceux dont ce n'est pas le cas.

Cette troisième édition de Parcoursup sera la dernière avec un baccalauréat en tant que diplôme national. L'année prochaine, nous aurons les premières générations de ceux qui vont connaître Parcoursup joint à la nouvelle réforme du baccalauréat. La sélection qui va être mise en place va être désastreuse. La fin du diplôme national va entériner la rupture d'égalité entre les élèves en fonction de leur établissement d'origine. Ce sera désormais la "valeur" de l'établissement et non plus la note qui déterminera la valeur du diplôme. La réforme du bac et Parcoursup vont instaurer un système de mise en concurrence généralisé à tous les niveaux.

Le MJCF organise des initiatives de solidarité concrète. Dans un contexte où les réformes de l'éducation (Parcoursup, sélection, réformes du bac) poussent à la libéralisation et instaurent un système de concurrence généralisé dans l'enseignement, le Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) décide de contre-attaquer en développant des gestes de solidarité concrète. Cela fait quelques années que les jeunes communistes se mettent à disposition dans de nombreuses fédérations pour faire du soutien scolaire et de l'aide aux révisions pour le baccalauréat. Cette année, avec les dernières nouveautés de Parcoursup, le MJCF innove en proposant, en plus des révisions solidaires, des ateliers de rédaction de lettre de motivation et de CV.

Dans le cadre de sa campagne contre les réformes en cours dans l'éducation, le MJCF se présente comme une force capable d'apporter une aide concrète aux élèves face aux difficultés liées à celles-ci. C'est pourquoi le mouvement propose le soutien à la rédaction des CV et des lettres de motivation. Formation, ateliers d'écriture ou relecture vont être mis en place dans les fédérations pour assister à la rédaction. Il s'agit donc d'aider les lycéennes et lycéens à mettre en forme ces documents et à mettre en avant leurs qualités au regard de ce qui est demandé par les universités. Derrière l'organisation de ces révisions solidaires, l'objectif est de faire prendre conscience aux lycéens de l'injustice et des inégalités qu'introduisent les réformes de l'éducation.

Face aux réformes libérales qui isolent les individus et les divisent toujours plus, ces initiatives de solidarité sont autant de leviers d'interpellation et de contestation des logiques capitalistes et des inégalités qu'elles entraînent

≥

## MACRON

# de l'inconsistance de la pensée stratégique

**Emmanuel Macron a exposé le 6 février 2020 dans un discours à l'École militaire, devant un parterre de généraux et de diplomates, ce qu'il qualifie être sa vision stratégique de la défense nationale pour de notre pays.**

Depuis 1959 et le général de Gaulle, il est le premier président de la 5<sup>e</sup> République à faire cet exercice devant l'École militaire. Là s'arrête la comparaison car, comme l'écrivait Karl Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* : « *Tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois [...] la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce* ».

Contrairement à Macron et pour avoir été blessé trois fois en 1914-18 et avoir connu la boucherie de Verdun, de Gaulle savait d'expérience que la guerre n'est ni fraîche, ni joyeuse et qu'on y meurt et qu'on y tue. Chose qui échappe totalement à Macron qui n'a de la guerre qu'une vision abstraite entre jeu vidéo, défilé du 14 juillet et cérémonies d'hommage posthume aux Invalides.

Par une brève allocution, De Gaulle avait dessiné une véritable vision stratégique de la défense fondée sur l'indépendance nationale qui conduisit à la constitution de la force de frappe nucléaire autonome des États-Unis, à la sortie en 1966 commandement intégré de l'OTAN et à l'expulsion des troupes américaines stationnées sur notre sol. Cette vision stratégique, les communistes l'ont combattue, tout en reconnaissant sa cohérence et en approuvant l'attitude de de Gaulle face aux États-Unis et à l'OTAN.

Or aujourd'hui, le très long et verbeux discours de Macron n'a pas dessiné de vision de ce que devrait être une défense assurant l'indépendance nationale de la France. Il n'a été qu'opération de communication visant à camoufler la servitude de notre pays vis-à-vis de l'OTAN et des États-Unis, sous un assemblage incohérence de petites phrases destinées à faire le « buzz » sur les réseaux sociaux.

Certes, en entrant à l'Élysée, Macron avait une stratégie : sortir l'Union européenne de la crise par le militaire en n'en faisant sous « leadership » français un pilier de l'OTAN à égalité des États-Unis. Ce pilier se serait appuyé sur une industrie d'armement européenne intégrée autour de la France (constructions aéronautiques et navales), l'Allemagne (armement terrestre) et l'Italie (armement naval). Ce nouveau pilier devait se consacrer principalement à soutenir l'armée française dans la bande sahélo-saharienne. Cette stratégie s'est effondrée car les États-Unis et tous les États membres de l'Union européenne et de l'OTAN s'y sont d'une manière ou d'une autre opposés. Seuls restent les projets d'un char et d'un

système de combat aérien franco-allemand, et la calamiteuse association de Naval Group avec l'italien Fincantieri, ce qui n'empêche les membres européens d'acheter massivement des armements made in America qui les mettent sous total contrôle informationnel du Pentagone comme avec l'ultra couteux avion de combat F35.

In fine, après avoir joué les fiers-à-bras en déclarant « la mort cérébrale » de l'OTAN, Macron capitule en rase campagne avant même d'avoir combattu Trump, en affirmant sa conviction « *que la sécurité à long de l'Europe passe par une alliance forte avec les États-Unis [...] la France en fait chaque jour l'expérience dans ses opérations* ».

Dans son discours, Macron constate passivement la fin de traité d'interdiction des missiles nucléaires de portée intermédiaire et les risques qui pèsent sur le traité limitant les armes stratégiques. Or les États-Unis et l'OTAN portent une responsabilité principale et accablante dans cette reprise de la course aux armements nucléaires en Europe. Au lieu de prendre des initiatives politiques pour contrer ce retour de la course aux armements nucléaires, Macron a déclaré urbi et orbi à propos de la force nucléaire française que « *les intérêts vitaux de la France ont désormais une dimension européenne* », que les États de l'Union européenne qui le souhaite pourrait « *être associés aux exercices des forces françaises de dissuasion* » ce qui constitue une véritable provocation faite à la Russie en raison des relations de celle-ci avec la Pologne et les pays baltes.

Là où le discours de Macron devient véritablement schizophrène c'est lorsqu'il déclare à justement raison que les menaces les plus importantes qui pèsent sur notre indépendance nationale ne sont pas d'ordre militaire mais d'ordre économique et technologique : « *Pour construire l'Europe de demain, nos normes ne peuvent être sous contrôle américain, nos infrastructures, nos ports et aéroports sous capitaux chinois et nos réseaux numériques sous pression russe.*

*Il nous faut, au niveau européen, maîtriser nos infrastructures maritimes, énergétiques et numériques. [...]. Nous nous sommes même abandonnés entre Européens, poussant tant de pays du Sud de notre Union européenne à laisser des investisseurs prendre ce que nous ne savions pas acheter, ce que nous poussions à privatiser, quand bien même, ces infrastructures étaient stratégiques.*

*Funeste erreur ! Nous devons, pour ces infrastructures critiques, retrouver, au niveau européen, une vraie politique de souveraineté ! »*

Comme s'il n'avait pas été le ministre de l'Economie qui a privatisé l'aéroport de Toulouse, qui a laissé la Troïka dépecer la Grèce et comme s'il n'était le président de la

République qui fait tout pour privatiser ADP. De plus, au lieu de braquer les projecteurs sur la paille des Chinois et des Russes, il ferait mieux de mettre en pleine lumière la poutre que constitue l'espionnage industriel et politique massif que pratiquent les États-Unis vis-à-vis de l'Europe comme l'a démontré Édouard Snowden. Ce sont les États-Unis, il est vrai avec la complicité au moins passive de Macron, qui se sont emparés de l'entreprise stratégique d'Alstom énergie, y compris en emprisonnant ces dirigeants ! Ce sont les États-Unis qui tentent d'abattre à coup d'amende Airbus ! Face aux États-Unis, la Chine et la Russie sont moins des menaces que de potentiels alliés objectifs.

Enfin, faute de travailler de vraies solutions politiques et économiques, Macron s'obstine à ensabler l'armée française dans une guerre sans fin dans la bande Sahelo-saharienne. Non seulement cette intervention militaire française n'endigüe en rien la montée en puissance du terrorisme islamique, mais il le renforce de par les

exactions et la corruption des armées et des gouvernements des régimes que la France soutient à bout de bras. Ici encore les forces armées françaises tirent les marrons du feu pour l'influence qu'entend développer les États-Unis en Afrique.

Pas un mot non plus sur la misère de la condition militaire, sur le fait que nos armées sont à la fois en voie de clochardisation et d'externalisation et de privatisation de nombre de ces fonctions, sur le délitement du lien armée-nation encore aggravé par le pseudo service national instauré par la LREM qui est vécu par l'immense majorité de la jeunesse à juste raison comme une brimade inutile.

Au-delà de l'urgence de rompre avec l'OTAN, les enjeux de défense et d'indépendance nationale, de sécurité collective et de paix méritent mieux que la bouillie de chat qu'a servi Macron aux cadres de l'armée à l'École militaire, ils appellent un vrai débat auquel les communistes entendent apporter leurs propositions ≥

## **L'Union européenne vient d'actualiser sa liste des paradis fiscaux.**

On y retrouve des pays à l'exotisme mafieux genre îles Caïmans, Samoa, Fidji, Guam, Oman, Vanuatu, Aruba et autre Curaçao.

Au même moment, la très sérieuse association britannique *Tax Justice Network* publie la liste des pays « financièrement opaques » ; elle y place en seconde position les Etats Unis.

« Les Etats-Unis sont à contre-courant de la tendance mondiale vers plus de transparence » note cette ONG qui ajoute que les USA représentent 21% du marché mondial de la finance obscure, cinq fois plus que la Suisse, quatre

## **archipel**

fois plus que Singapour et près de deux fois plus que le Luxembourg.

« On constate au niveau fédéral des réticences systématiques à coopérer dans les échanges de données, même via les normes de l'OCDE ».

Mieux, ou pire : « L'Etat du New Hampshire vient d'introduire un nouveau véhicule juridique autorisant la création de fondations privées non caritatives sans obligation de le déclarer ».

Autant d'informations qui ont dû échapper à la vigilance de Bruxelles.

Sans doute aussi que les Vingt-sept ont du mal à situer sur une carte ce minuscule archipel que constituent les Etats Unis ≥